



## Paris invite l'assassin présumé de Thomas Sankara

Communiqué, le 11 juin 2008

**Quelques jours après avoir reçu la Légion d'Honneur, le chef de la sécurité présidentielle du président burkinabé Blaise Compaoré a participé à Paris, aux frais du contribuable français, à un forum sur le thème « Stabilité et développement en Afrique. » Un exemple de plus, qu'en Françafrique, le coup d'Etat est synonyme de stabilité.**

La 8<sup>ème</sup> session de l'Institut des hautes études de défense nationale sur le continent africain (FICA) s'est tenue à Paris, à l'Ecole militaire, du mercredi 30 mai au dimanche 8 juin. Soixante quinze auditeurs de la plupart des pays du continent africain ont participé à ces travaux sur le thème de « Stabilité et développement en Afrique : quelles synergies en matière de coopération ? ».

Parmi ces participants, on a noté la présence du colonel major burkinabé Gilbert Diendjéré, chef d'Etat-major du régiment de la sécurité présidentielle du président Blaise Compaoré, arrivé au pouvoir à la faveur de l'assassinat de Thomas Sankara, alors chef de l'Etat burkinabé.

Le Colonel major Gilbert Diendjéré était l'officier conduisant l'escadron qui a renversé le président Thomas Sankara dans un bain de sang l'après-midi du 15 octobre 1987.

Cela n'a pas empêché le directeur de la coopération militaire et de défense du ministère des Affaires étrangères et européennes, le général Emmanuel Beth, de l'élever au rang de chevalier de l'Ordre national de la légion d'honneur française, le 15 mai dernier.

Après la remise de la plus haute décoration française, l'invitation de Gilbert Diendjéré à Paris, aux frais du contribuable français, est à la fois un scandale et une provocation à l'égard de la veuve et des enfants de Thomas Sankara qui attendent toujours que l'on juge ses assassins. C'est une insulte à l'ensemble des Burkinabé qui, après avoir commémoré massivement, en 2007, les 20 ans de cet assassinat, maintiennent depuis des mois une forte mobilisation « contre la vie chère » mais aussi et surtout contre l'impunité dont jouissent les membres et proches d'un pouvoir, dont l'affaire Thomas Sankara demeure le crime fondateur.

Après l'admission scandaleuse du Burkina Faso de Blaise Compaoré à la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, qui semble se satisfaire de minuscules progrès dans l'instruction du dossier judiciaire Sankara, ces honneurs faits à Gilbert Diendjéré constituent un déni de justice et une prime à l'impunité.

**Survie déplore que la France privilégie en Afrique, encore et toujours, la stabilité par la force et l'impunité.**

Contact presse : Olivier THIMONIER [olivier.thimonier@survie-france.org](mailto:olivier.thimonier@survie-france.org) Tél. : 01 44 61 03 25